

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Intégration du CES au siège
et aménagements dans les étages

MAPA 2025-01

Précision au stade de la mise en concurrence :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'ensemble des clauses du présent CCAP est intangible : elles ne pourront, ce faisant, donner lieu, à de quelconque modification, réserve, négociation ou toute autre limitation.

Maitre d'ouvrage

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie
de Loir-et-Cher**

6 Rue Louis Armand 41022 Blois cedex

Table des matières

Chapitre Ier	Généralités (Articles 1 à 8).....	5
1.	Description du Marché.....	5
1.1.	Objet du Marché	5
1.2.	Description des lots	5
2.	Définitions.....	5
2.1.	Définitions communes avec le CCAG-Travaux	5
2.2.	Définitions complémentaires	6
3.	Obligations générales des Parties	6
4.	Pièces contractuelles.....	10
5.	Confidentialité – protection des données personnelles – Mesures de sécurité	12
6.	Protection de la main-d'œuvre et conditions du travail	12
6.1.	Application du CCAG-Travaux	12
6.2.	<i>Compléments au CCAG-Travaux</i>	12
7.	Protection de l'environnement, sécurité, santé	12
8.	Assurances.....	12
8.1.	Assurances du Titulaire.....	12
Chapitre II	Prix et règlement des comptes (Articles 9 à 17).....	13
9.	Contenu et caractère du prix	13
9.1.	Contenu du prix.....	13
9.2.	Forme du prix	14
9.3.	Décomposition et sous-détails des prix	14
9.4.	Variation dans les prix.....	15
10.	Rémunération du Titulaire et des sous-traitants.....	15
10.1.	Avances	16
10.2.	Règlement des comptes	16
10.3.	Prix des travaux	16
10.4.	Approvisionnements	16
10.5.	Actualisation ou révision des prix.....	16
10.6.	Rémunération en cas de tranches optionnelles	16
10.7.	Rémunération en cas de groupement d'opérateurs économiques.....	16
10.8.	Rémunération de sous-traitants payés directement.....	17
11.	Constatations et constat contradictoires	17
12.	Modalités de règlement des comptes.....	17
12.1.	Demandes de paiement mensuelles.....	17
12.2.	Acomptes mensuels	17
12.3.	Demande de paiement finale	17
12.4.	Décompte général définitif – Solde	17
12.5.	Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques	17
12.6.	Facturation électronique	18
13.	Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives	18

14.	Augmentation du montant des travaux.....	18
15.	Diminution du montant des travaux.....	18
16.	Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage	18
17.	Pertes et avaries	18
Chapitre III Délais (Articles 18 à 19)		19
18.	Fixation et prolongation des délais	19
18.1.	Délais d'exécution.....	19
18.2.	Prolongation des délais d'exécution	19
19.	Pénalités, primes et retenues.....	20
19.1.	Généralités	20
19.2.	Caractère non libératoire des pénalités	20
19.3	Caractère non exclusif des pénalités.....	20
19.4.	Pénalités et résiliation	21
19.5.	Typologie et modalités de calcul des pénalités	21
Chapitre IV Réalisation des ouvrages (Articles 20 à 40)		24
20.	Développement durable	24
21.	Provenance des matériaux et produits	25
22.	Lieux d'extraction ou d'emprunt des matériaux	25
23.	Qualité des matériaux et produits – Application des normes	25
24.	Vérification qualitative des matériaux et produits. – Essais et épreuves	25
25.	Vérification quantitative des matériaux et produits	26
26.	Prise en charge, maintenance et conservation par le Titulaire des matériaux et produits fournis par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du Marché	26
27.	Plan d'implantation des ouvrages et piquetages	26
28.	Préparation des travaux	26
28.1	Période de préparation.....	26
28.2	Programme d'exécution – Calendrier d'exécution.....	26
28.3	Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	26
28.4	Gestion de la qualité	26
28.5	Registre de chantier	26
29.	Etudes d'exécution.....	27
30.	Modifications apportées aux stipulations contractuelles.....	27
31.	Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier	27
31.1	Installation de chantier	27
31.2	Lieux de dépôt des déblais en excédent	27
31.3	Autorisations administratives	27
31.4	Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre	27
31.5	Lutte contre le travail dissimulé	27
31.6	Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique	27
31.7	Maintien des communications et de l'écoulement des eaux	28
31.8	Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés ..	28

31.9	Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	28
31.10	Démolition de constructions	28
31.11	Emploi des explosifs	28
31.12	Cas des travaux allotis.....	28
32.	Engins explosifs de guerre ou matériaux dangereux	28
33.	Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier.....	28
34.	Dégradations causées aux voies publiques	28
35.	Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution	28
36.	Gestion des déchets de chantier.....	29
37.	Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi	29
38.	Essais et contrôle des ouvrages	29
39.	Vices de construction	29
40.	Documents fournis après exécution	29
Chapitre V Réception et garanties (Articles 41 à 44).....		29
41.	Réception.....	29
42.	Réceptions partielles.....	30
43.	Mise à disposition de certains ouvrages ou Parties d'ouvrages	30
44.	Garanties contractuelles	30
Chapitre VI Propriété intellectuelle (articles 45 à 48)		31
45.	Définition des résultats.....	31
46.	Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards.....	31
47.	Stipulations spécifiques aux connaissances antérieures et connaissances antérieures standards	31
48.	Régime des résultats	31
Chapitre VII Résiliation du Marché — Interruption des travaux (articles 49 à 54)		31
49.	Principes généraux	31
50.	Cas de résiliation du Marché.....	31
51.	Opérations de liquidation	32
52.	Mesures coercitives	32
53.	Ajournement et interruption des travaux	32
54.	Clause de réexamen	33
Chapitre VIII Différends (Article 55).....		33
55.	Règlement des différends entre les Parties	33
Chapitre IX Renvois, compléments, précisions et dérogations au CCAG-Travaux (Article 56).....		34
56.	Liste récapitulative des renvois, compléments et dérogations au CCAG-Travaux.....	34
56.1	Renvois au CCAG-Travaux.....	34
56.2	Compléments et précisions au CCAG-Travaux.....	34
56.3	Dérogations au CCAG-Travaux	34

1. Description du Marché

1.1. Objet du Marché

Le Marché porte sur l'aménagement de locaux du siège de la CPAM de Blois.

Les travaux prévus par le Marché seront effectués sur un terrain situé 6 rue Louis Armand à Blois.

Codes CPV

- 45111290-7 – Travaux préparatoires de viabilité
- 45421141-4 – Travaux de cloisonnement
- 45421146-9 – Mise en place de plafonds suspendus
- 45442100-8 – Travaux de peinture
- 45432100-5 – Travaux de pose de revêtements de sols
- 45311000-0 – Travaux de câblage et d'installations électriques
- 45330000-9 – Travaux de plomberie
- 45331000-6 – Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

1.2. Description des lots

Le Marché comporte, en l'état, 6 **lots** portant respectivement sur les corps d'états suivants :

N°	Désignations
Lot n° 1 :	VRD – Travaux extérieurs
Lot n° 2 :	Cloisonnements / Menuiseries / Faux-plafonds
Lot n° 3 :	Revêtements de sols / Peintures
Lot n° 4 :	Electricité Cfa / CFO
Lot n° 5 :	Plomberie
Lot n° 6 :	Chauffage Ventilation Climatisation

2. Définitions

2.1. Définitions communes avec le CCAG-Travaux

Dans le cadre du présent CCAP, il est fait application des définitions contenues à l'article 2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 *portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux*, tel que modifié par l'arrêté du 29 décembre 2022 *modifiant les cahiers des clauses administratives générales des marchés publics* (ci-après désigné : le **CCAG-Travaux**).

Il est précisé que les termes définis audit article 2 du CCAG-Travaux seront utilisés, dans le cadre du présent CCAP, avec une majuscule. En conséquence, les termes **Maître d'Ouvrage**, **Maître d'Œuvre**, **Titulaire**, **Notification**, **Ordre de Service** et **Réception** reçoivent la définition qu'en donne l'article 2 du CCAG-Travaux.

La maîtrise d'œuvre de l'Opération étant assurée en interne par le Maître d'Ouvrage avec l'accompagnement d'une Assistance Technique à Maîtrise d'Ouvrage (v. article 3.10 du présent CCAP), le terme Maître d'Œuvre, utilisé dans le CCAG-Travaux, renvoie, pour l'exécution du présent Marché,

au Maître d'Ouvrage.

2.2. Définitions complémentaires

En complément des définitions contenues à l'article 2 du CCAG Travaux, au sens du présent CCAP :

- Les **Parties** désignent, ensemble, le Maître d'Ouvrage et le Titulaire ;
- Le **Marché** désigne le contrat dont l'objet est défini à l'article 1 du présent CCAP ;
- **Le Représentant du Maître d'Ouvrage** correspond à la personne désignée en application de l'article 3.3 du présent CCAP ;
- **L'Interlocuteur Dédié** correspond à la personne désignée en application de l'article 3.4 du présent CCAP ;
- **L'Opération** désigne le projet décrit à l'article 1.1 du présent CCAP.
- **L'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage** désigne la personne, définie à l'article 3.10 du présent CCAP, accompagnant techniquement le Maître d'Ouvrage dans le cadre de l'exécution du Marché.

Les pièces contractuelles, définies à l'article 4.1 du présent CCAP, sont également citées avec une majuscule.

3. Obligations générales des Parties

3.1. Forme des notifications et informations

Pour les Notifications, il est fait application des stipulations de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

Il est précisé que l'adresse du Titulaire est celle mentionnée dans l'Acte d'Engagement remis par le Titulaire dans son dossier d'offre.

3.2. Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

La computation des délais d'exécution des prestations intervient selon les modalités définies à l'article 3.2 du CCAG-Travaux.

3.3. Représentation du Maître d'Ouvrage

La représentation du Maître d'Ouvrage s'effectue selon les modalités définies à l'article 3.3 du CCAG-Travaux.

3.4. Titulaire

3.4.1. Représentation du Titulaire

Le Titulaire communique, dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification du Marché, le nom de la personne qu'il a désignée pour être l'Interlocuteur dédié, durant toute la durée du Marché.

L'Interlocuteur Dédié désigné par le Titulaire doit disposer des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles au nom et pour le compte du Titulaire et ayant capacité à l'engager juridiquement.

Seuls les actes et décisions émanant de l'Interlocuteur dédié, à l'exclusion de toute autre personne, engagent le Titulaire et sont opposables au Maître d'Ouvrage, que ces actes portent sur l'exécution technique du Marché ou son exécution juridique et contractuelle.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de récuser la personne ainsi désignée : à défaut de réponse dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent, l'accord du Maître d'Ouvrage est réputé acquis au Titulaire. La récusation par le Maître d'Ouvrage ne peut être décidée dans ce délai et pour de justes motifs, exposés par écrit et notifiés au Titulaire. Dans ce cas, le Titulaire dispose de quinze (15) jours à compter de cette notification pour proposer, dans les mêmes conditions, un remplaçant d'un profil équivalent au Maître d'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où le remplacement de l'Interlocuteur Dédié serait nécessaire, le Titulaire y procédera dans un délai de quinze (15) jours. Il est alors fait application du quatrième alinéa ci-dessus.

3.4.2. Maintien en place du personnel d'encadrement

Les profils du personnel d'encadrement dédiés à l'exécution du Marché étant définis dans le Mémoire Technique du Titulaire, celui-ci s'engage à maintenir ces intervenants pendant toute la durée d'exécution du Marché.

Au cas où, pendant l'exécution du Marché, il ne serait pas possible de maintenir les intervenants proposés dans le Mémoire Technique, le Titulaire s'engage à ce que leurs remplaçants aient un profil identique. Il en informe – selon les formes prévues à l'article 3.1 du présent CCAP – alors le Maître d'Ouvrage dans les quinze (15) jours à compter de la date à laquelle il a connaissance de la nécessité de procéder à un remplacement et, en tout état de cause, avant tout remplacement, pour vérification du profil du remplaçant.

Si le Maître d'Ouvrage constate qu'un ou plusieurs remplaçants n'ont pas un profil identique à ceux proposés dans l'offre du Titulaire, il en informe ce dernier, qui dispose d'un délai de quinze (15) jours pour procéder au remplacement conforme aux obligations du présent Marché ou, le cas échéant, présenter ses observations.

Le Titulaire supporte intégralement les coûts induits, notamment par le transfert de connaissances, d'un intervenant à son successeur. Aucun retard d'exécution ne pourra être admis du fait du remplacement.

Le personnel du Titulaire affecté à l'exécution des travaux demeure, en toutes circonstances, placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du Titulaire.

3.4.3. Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du Titulaire.

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au Représentant du Maître d'Ouvrage, dans les quinze (15) jours, les modifications survenant au cours de l'exécution du Marché et qui se rapportent :

- ✓ à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- ✓ à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- ✓ à son adresse ou à son siège social ;
- ✓ à ses coordonnées bancaires ;
- ✓ aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- ✓ et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du Marché.

3.5. Groupement d'opérateurs économiques

En cas de cotraitance, il est fait application des stipulations de l'article 3.5 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article.

3.5.1. Rôle du mandataire

Le mandataire assure un rôle de coordination permanente des membres du groupement.

Il représente – par l'intermédiaire de l'Interlocuteur dédié, prévu à l'article 3.4.1 du présent CCAP et désigné suivant les modalités prévues à l'article 3.5.4 du présent CCAP – le Titulaire et, à ce titre, chaque membre du groupement vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, pour l'exécution du Marché.

En conséquence, le mandataire est seul habilité à :

- présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général ;
- formuler des réclamations, dont les conditions de l'article 55 du présent CCAP.

Les notifications destinées au Titulaire en exécution du contrat sont valablement faites par le Maître d'Ouvrage dès lors qu'elles sont adressées au mandataire, qui fait son affaire de leur transmission éventuelle aux membres concernés du groupement Titulaire.

3.5.2. Solidarité du mandataire en cas de groupement conjoint

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire, pour l'exécution du Marché, de chacun des membres du groupement.

3.5.3. Groupement solidaire

Il est fait application de l'article 3.5.3 du CCAG-travaux.

3.5.4. Désignation de l'Interlocuteur Dédié en cas de cotraitance

En cas de cotraitance, l'Interlocuteur Dédié prévu à l'article 3.4.1 du présent CCAP devra être un salarié du mandataire du groupement et disposer des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles au nom et pour le compte du mandataire et ayant capacité à l'engager juridiquement.

3.5.5. Défaillance du mandataire

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le Représentant du Maître d'Ouvrage d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'Acte d'Engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

3.6. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, il est fait application des stipulations de l'article 3.6 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article :

Le Titulaire peut, dans les conditions fixées aux articles L. 2193-1 et suivants et articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines Parties du Marché, à condition d'avoir obtenu du Représentant du Maître d'Ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celle-ci.

L'obligation d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement s'applique à l'ensemble des sous-traitants, quel que soit leur rang.

- ✓ **Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient au moment de l'offre**, le soumissionnaire doit avoir, conformément aux stipulations de l'article L. 2193-5 du code de la commande publique, identifié dans son Dossier d'offre, les / le ou les sous-traitant(s) au(x)quel(s) il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées.

Conformément à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, la demande de sous-traitance effectuée concomitamment au dossier d'offre doit contenir obligatoirement :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous – traitance, et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le soumissionnaire s'appuie ;
- la déclaration du candidat assortie de ses attestations sociales, fiscales et d'assurance, annexe à l'Acte d'engagement si le sous-traitant est présenté avant la notification du marché ou d'un acte spécial de sous-traitance si le sous-traitant est présenté après la notification du Marché ;
- une déclaration attestant que le(s) sous-traitant (s) n'est (ne sont) pas placé(s) dans un cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre 1^{er} du Titre IV du code de la commande publique.

La notification du Marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

- ✓ **Dans le cas où la déclaration de sous-traitance est présentée après la conclusion du Marché**, celle-ci doit contenir :

- l'ensemble des éléments susmentionnés ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main-levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance, afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du Marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

La signature de l'acte spécial comportant l'ensemble des renseignements exigés emporte acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

Le silence gardé par le Maître d'Ouvrage pendant vingt-et-un (21) jours, à compter de la réception de la déclaration de sous-traitance, vaut acceptation tacite et agrément des conditions de paiements du sous-traitant présenté en cours d'exécution du Marché, sauf en cas de déclaration de sous-traitance incomplète.

Toute modification dans la répartition des prestations entre le Titulaire et les sous-traitants payés directement, ou entre les sous-traitants eux-mêmes, exige également la modification de l'exemplaire unique (DC4) ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

3.7. Bons de commande

Il n'est pas prévu de notification de bons de commande dans le cadre de l'exécution du Marché. En conséquence, les stipulations de l'article 3.7 du CCAG-Travaux sont inapplicables.

3.8. Ordres de Service

20.2.6. Les Ordres de Service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le Maître d'Ouvrage. Le Titulaire en accuse réception datée.

3.8.2. Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un Ordre de Service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au Maître d'Ouvrage, dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la réception de l'Ordre de Service, sous peine de forclusion.

3.8.3. Sous réserve des articles 3.8.1 du présent CCAP, 13.6 du CCAG-Travaux, 14.2.2 du CCAG-Travaux et 50.2.1 du CCAG-Travaux, le Titulaire se conforme aux Ordres de Service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

3.8.4. Les Ordres de Service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au Titulaire, qui a seul qualité pour formuler des observations.

3.8.5. En cas de groupement d'opérateurs économiques, les Ordres de Service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité pour formuler des observations.

3.8.6. Les Ordres de Service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives qui ont une incidence financière sur le marché donnent lieu à une juste rémunération dans les conditions de l'article 13.

3.9. Convocations du Titulaire – Rendez-vous de chantier

Pour les convocations du Titulaire et les rendez-vous de chantier, il est fait application des stipulations de l'article 3.9 du CCAG-Travaux.

3.10. Autres intervenants

La maîtrise d'œuvre de l'Opération est assurée en interne par le Maître d'Ouvrage avec l'accompagnement de l'Assistance Technique à Maîtrise d'Ouvrage.

L'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage est :

P.RE.C.I Ile-de-France/Normandie/Centre
17-19 avenue de Flandre
75954 PARIS CEDEX 19
Représenté par Mme VANNUCCHI

Les travaux faisant l'objet du présent Marché sont soumis à une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, au sens de l'article L. 4532-2 du code du travail. Le coordonnateur SPS de l'Opération est :

AB COORDINATION
64 rue de Piégu
41204 ROMORANTIN Cedex

4. Pièces contractuelles

4.1. Liste des pièces contractuelles – Ordre de priorité – Règles d'interprétation

4.1.1. Le présent Marché est régi par les pièces constitutives suivantes :

- 1) **L'Acte d'Engagement (AE)** dûment rempli et ses annexes, dont les originaux sont conservés par le Maître d'Ouvrage pour chacun des lots du Marché.

✓ Annexe 2 : le formulaire de mise au point du Marché, le cas échéant

- 2) **Le Calendrier prévisionnel des travaux** auquel se substituera le Calendrier d'exécution établi lors de la période de préparation (voir l'article 28.2)
- 3) **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**
- 4) **Le CCAG-Travaux** (selon la définition qu'en donne l'article 2.1 du présent CCAP) ;
- 5) **Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP), applicable à chaque lot** et leurs annexes respectives listées ci-dessous pour les lots concernés :
- 6) **le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci s'y réfère ;**
- 7) **Le Plan Général de Coordination établi par le coordonnateur SPS (PGCSPS)**
- 8) Le **Mémoire Technique** établi par le Titulaire lors de son dossier d'offre pour exécuter le Marché et les éventuels échanges (questions / réponses) intervenus en cours de consultation ayant vocation à préciser le sens et la portée du dossier d'offre du Titulaire ;
- 9) Le **DPGF**
- 10) Les éventuelles **Déclarations de Sous-Traitance** (DC4) jointes dans le Dossier d'offre du Titulaire, dont l'original est conservé par le Maître d'Ouvrage ;
- 11) Les éventuels **Actes Spéciaux de Sous-Traitance** (DC4) et leurs avenants, postérieurs à la notification du Marché

4.1.2. L'ensemble des pièces contractuelles énumérées au présent article est classé par ordre décroissant de priorité : en cas de contradiction dans le contenu d'une ou plusieurs pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux Parties.

4.1.3. Chaque candidat au Marché ayant été tenu, en application du règlement de la consultation (article 3.3.1), de signaler en temps utile les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des pièces constitutives du dossier de consultation des entreprises, le Titulaire est réputé, à défaut de les avoir signalées, avoir admis que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne l'ont pas lésé dans sa compréhension du dossier de consultation des entreprises et dans la présentation de son offre.

Le Titulaire ne peut donc en aucun cas se prévaloir de ces erreurs, omissions ou anomalies pour se soustraire à l'une quelconque de ses obligations.

4.2. Pièces à remettre au Titulaire – Cession ou nantissement des créances

S'agissant des pièces à remettre au Titulaire et de la cession et du nantissement de créances, il est fait application des stipulations de l'article 4.2 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article.

4.2.1. Le nantissement et la cession de créance se font dans les conditions de l'article

R. 2191-45 du code de la commande publique.

- 4.2.2. La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est :

Le Directeur de la CPAM de Loir-et-Cher.

5. Confidentialité – protection des données personnelles – Mesures de sécurité

S'agissant des règles de confidentialité, des mesures de sécurité et de protection des données personnelles, il est fait application des stipulations de l'article 5 du CCAG-Travaux.

6. Protection de la main-d'œuvre et conditions du travail

6.1. Application du CCAG-Travaux

S'agissant de la protection de la main-d'œuvre et des conditions du travail, il est fait application des stipulations de l'article 6 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations de l'article 6.2. ci-après.

6.2. Compléments au CCAG-Travaux

- 6.2.1. Il appartient au Titulaire de respecter scrupuleusement les engagements en matière sociale qu'il a pris, vis-à-vis de ses salariés, dans son dossier d'offre.
- 6.2.2. Le Titulaire déclare sur l'honneur que la fourniture des produits et les travaux prévus dans son dossier d'offre seront effectués avec des salariés employés régulièrement, au regard des articles L. 8221-1 et suivants du code du travail.
- 6.2.3. Le Titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification du Marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :
 - les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du code du travail, conformément aux dispositions de l'article L. 8222-1 du même code,
 - les documents mentionnés aux articles D. 8254-2 et du D. 8254-3 du code du travail, conformément aux dispositions de l'article L. 8254-1 du même code.

7. Protection de l'environnement, sécurité, santé

S'agissant de la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé, il est fait application des stipulations de l'article 7 du CCAG-Travaux.

8. Assurances

8.1. Assurances du Titulaire

- 8.1.1. Assurance de responsabilité civile professionnelle

S'agissant de l'assurance de responsabilité civile professionnelle, il est fait application des stipulations de l'article 8.1.1 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article.

Les polices d'assurance doivent apporter, avant et après les travaux, les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 euros par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 euros par sinistre.

Toute modification des contrats d'assurance – qu'il s'agisse des activités garanties, de la nature et du montant des garanties et des assureurs, des franchises etc. – doit être notifiée dans les quinze (15) jours au Maître d'Ouvrage à compter de la modification du contrat concerné.

Il est précisé que, pendant la durée des travaux, le Titulaire est tenu responsable des détournements et dégradations de tous ordres occasionnés à ses ouvrages et matériaux approvisionnés. Sa responsabilité demeure engagée jusqu'à la réception. A cet effet, il devra contracter une assurance contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant aussi bien pour le compte du Maître d'Ouvrage que pour le sien – les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise.

8.1.2. Assurance de responsabilité civile décennale :

S'agissant de l'assurance de responsabilité civile décennale, il est fait application des stipulations de l'article 8.1.2 du CCAG-Travaux.

8.1.3. Attestations d'assurance

S'agissant des attestations d'assurance, il est fait application des stipulations de l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux.

Chapitre II Prix et règlement des comptes (Articles 9 à 17)

9. Contenu et caractère du prix

9.1. Contenu du prix

S'agissant du contenu du prix, il est fait application des stipulations de l'article 9.1 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article :

- le prix indiqué dans l'Acte d'Engagement est indiqué hors taxe à la valeur ajoutée (TVA). Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des travaux, sauf disposition réglementaire contraire.
- Le Titulaire doit exécuter tous les travaux de sa compétence, nécessaires à l'achèvement complet de son lot selon les règles de l'art. A cet égard, il est rappelé qu'il suffit qu'un ouvrage ou partie d'ouvrage soit indiqué dans l'une des pièces du marché pour que le Titulaire en doive l'exécution. Du reste, dans les « travaux de sa compétence » sont compris les ouvrages nécessaires à l'insertion des autres corps d'état pour la réalisation de l'Opération.
- outre les sujétions énumérées à l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, il est convenu entre les Parties que les sujétions énumérées ci-après sont réputées être intégrées dans le prix du Marché :
 - le prix du Marché sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier telles qu'elles sont prévues aux prescriptions du CCTP ainsi que l'ensemble des prescriptions décrites au Plan Général de Coordination établi par le coordonnateur SPS afin que les travaux se déroulent conformément aux règles de sécurité et de prévention de la santé ;
 - les études et plans ;

- les réglages, les essais, la mise en service ;
 - les incidences consécutives en travaux en heures supplémentaires, les heures de nuit, nécessaires pour respecter les délais d'exécution impératifs ou pour ne pas perturber le fonctionnement du site ;
 - les assurances ;
 - tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
 - toutes les manutentions, coltinages, levages et agrès nécessaires à l'approvisionnement du chantier et à la mise en œuvre des ouvrages, y compris les mouvements de stock en fonction des impératifs du chantier et y compris les mesures conservatoires lors de grutage sur les voiries ;
 - toutes les sujétions de mise en œuvre des ouvrages, y compris échafaudages, platelages et planchers de travail, et ce à toute hauteur et dans toutes conditions rencontrées in situ ;
 - la coordination technique à mener avec les entrepreneurs dont les travaux interfèrent avec ceux du lot concerné du lot concerné ;
 - les percements et calages dans tous les types de supports rencontrés ;
 - le stockage dans un local affecté à cet usage, des matériaux et ensembles préfabriqués en attente de pose ;
 - tous les calfeutrements nécessaires pour la terminaison des ouvrages ;
 - Les nettoyages en cours et en fin de chantier, ainsi que l'enlèvement des gravois ;
 - la remise en état des ouvrages défectueux ou détériorés constatés soit au cours de l'exécution, soit à la réception des travaux, y compris toutes sujétions et travaux de réfection en découlant ;
 - la fourniture, le transport à pied d'œuvre des matériaux et matériels, le montage par tous moyens propres à l'Entrepreneur. Il comprendra également les évacuations aux décharges publiques des gravois, emballages, etc. ;
 - toutes les dispositions de sécurité nécessaires ;
 - l'éclairage des locaux aveugles dans lesquels le Titulaire doit intervenir ;
 - toutes les protections nécessaires à la demande ;
 - les mouvements de stock de matériaux et d'installations de chantier, en fonction de l'occupation ou de la disponibilité des locaux en cours de travaux ;
- Compte-tenu de la date de conclusion du Marché, les Parties reconnaissent que l'épidémie de Covid-19, les mesures prises par les pouvoirs publics dans le cadre de cette épidémie ou qui seraient susceptibles d'être prises ainsi que le contexte induit par la guerre en Ukraine présentent un caractère prévisible. En conséquence, les surcoûts éventuels induits par le contexte épidémique ou par les mesures mises en place ou qui seront mises en place pour y faire face, quelles que soient nature et leur importance, sont réputés avoir déjà été pris en considération, par le Titulaire, dans l'établissement de ses prix, de sorte qu'aucune indemnité, aucun supplément de prix, aucune compensation ne pourront être accordés au Titulaire, sur quelque fondement que ce soit – qu'il s'agisse de la force majeure, de l'imprévision, de la théorie du prince ou de tout autre fondement de nature contractuelle ou extra-contractuelle.

9.2. Forme du prix

Les travaux sont rémunérés par application d'un prix global forfaitaire indiqué dans l'Acte d'Engagement du Titulaire.

9.3. Décomposition et sous-détails des prix

S'agissant de la décomposition, il est fait application des stipulations de l'article 9.3 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par le présent article :

- Le Marché étant conclu à prix global forfaitaire, il n'est pas prévu de sous-détail des prix.
- Les quantités figurant sur le cadre de décomposition forfaitaire, remis aux entreprises avec le dossier de consultation des entreprises, sont données titre purement indicatif ; il

appartient aux candidats de les vérifier de manière à remettre un prix sous leur entière responsabilité ;

- Aucun supplément ne sera accordé au motif d'une erreur éventuelle dans les quantités indiquées dans le dossier de consultation des entreprises.

9.4. Variation dans les prix

Le Marché sont conclus à prix fermes.

Le prix est actualisé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur à la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre. Cette date correspond à la date de remise de l'offre finale par le Titulaire.

En cas de disparition de l'indice ou index de référence, celui-ci peut être remplacé par un autre indice ou index équivalent par voie d'avenant.

9.4.1. Formules de révision spécifique aux différents lots

Le prix est révisé en fonction des index du bâtiment en vigueur, selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [BT(n-3)/Bto]$$

- P = prix actualisé HT
- Po = prix initial HT
- BT(n-3) = c'est la valeur disponible de l'index concerné à la date de commencement des travaux moins 3 mois. Par exemple : si la date de commencement des travaux est le 20 juillet 2023, on prend la valeur de l'index BT pour le mois de avril 2023.
- Bto = valeur de l'index BT au mois d'établissement du prix du marché.
Les modalités pratiques de l'actualisation doivent être précisées dans le marché pour éviter tout litige ultérieur.

9.4.2. Répercussion en cas de hausse significative du prix

Dans l'hypothèse où la mise en œuvre de la formule de révision prévue à l'article 9.4.1 du présent CCAP entraînerait une augmentation de 10 %, ou plus, du prix initial du Marché, les Parties se consulteront, à la demande du Maître d'Ouvrage, pour déterminer les conséquences de cette augmentation et les moyens éventuels de réduire le surcoût. La présente clause est stipulée dans l'intérêt exclusif du Maître d'Ouvrage, qui seul peut s'en prévaloir.

9.4.3. Modalités de mise en œuvre des formules de révisions

A l'appui des demandes de révision, le Titulaire devra transmettre les calculs détaillés nécessaires à une vérification aisée, avec les références explicites des indices correspondants.

Pour la mise en œuvre de la révision du prix, selon les modalités exposées à l'article 9.4.1 du présent CCAP, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec quatre décimales (arrondie au millième supérieur) après la virgule.

En cas de disparition d'un indice prévu à l'article 9.4.1 du présent CCAP, les Parties acteront, par avenant, de la disparition de l'indice en cause et préciseront les conditions selon lesquelles la révision pourra intervenir et, en particulier, l'indice de substitution utilisé.

10. Rémunération du Titulaire et des sous-traitants

10.1. Avances

S'agissant des avances, il est fait application des stipulations de l'article 10.1 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article :

L'option mentionnée à l'article 10.1 du CCAG-Travaux est l'option B.

L'assiette à laquelle s'applique ce taux dépend de la durée du Marché c'est-à-dire de chacun des lots) :

- lorsque la durée du Marché est inférieure ou égale à douze (12) mois, l'assiette correspond au montant initial toutes taxes comprises du Marché ;
- lorsque la durée du Marché est supérieure à douze (12) mois, l'assiette correspondant à une somme égale à douze (12) fois le montant initial toutes taxes comprises du Marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le Titulaire a indiqué s'il souhaite ou non bénéficier de l'avance, dans son Acte d'Engagement.

Les conditions relatives au taux et aux conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiées en cours d'exécution.

L'avance est versée au plus tard un (1) mois avant le début d'exécution des travaux du lot concerné.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire lorsque le montant des travaux réalisés, au titre du Marché, atteint soixante-cinq pour cent (65 %) de son montant initial. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des travaux, réalisés par le Titulaire, atteint quatre-vingts pour cent (80 %) du montant toutes taxes comprises du Marché.

10.2. Règlement des comptes

S'agissant du règlement des comptes, il est fait application de l'article 10.2 du CCAG-Travaux.

10.3. Prix des travaux

Pour le prix des travaux, il est fait application de l'article 10.3.1. du CCAG-Travaux. Le Marché ne comportant pas de prix unitaires, les articles 10.3.2 et 10.3.3 ne sont pas applicables au présent Marché.

10.4. Approvisionnements

Pour les approvisionnements, il est fait application de l'article 10.4 du CCAG-Travaux.

10.5. Actualisation ou révision des prix

Pour l'actualisation ou la révision des prix, il est fait application des stipulations de l'article 10.5 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article : la référence à l'article 9.4 du CCAG-Travaux, contenue à l'article 10.5 du CCAG-Travaux, doit s'entendre comme renvoyant à l'article 9.4 du présent CCAP.

10.6. Rémunération en cas de tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de tranches optionnelles : l'article 10.6 du CCAG-Travaux n'est donc pas applicable au présent Marché.

10.7. Rémunération en cas de groupement d'opérateurs économiques

Pour la rémunération en cas de groupement d'opérateurs économiques, il est fait application de l'article 10.7 du CCAG-Travaux.

10.8. Rémunération de sous-traitants payés directement

Pour la rémunération des sous-traitants payés directement, il est fait application de l'article 10.8 du CCAG-Travaux.

11. Constatations et constat contradictoires

S'agissant des constatations et constat contradictoires, il est fait application des stipulations de l'article 11 du CCAG-Travaux.

12. Modalités de règlement des comptes

12.1. Demandes de paiement mensuelles

S'agissant des demandes de paiement mensuelles, il est fait application des stipulations de l'article 12.1 du CCAG-Travaux.

12.2. Acomptes mensuels

S'agissant des acomptes mensuels, il est fait application des stipulations de l'article 12.2 du CCAG-Travaux.

12.3. Demande de paiement finale

S'agissant de la demande de paiement finale, il est fait application des stipulations de l'article 12.3 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article.

Comme indiqué à l'article 12.3.1 du CCAG-Travaux, le Titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

En conséquence, le projet de décompte final doit obligatoirement

- comporter, de façon exhaustive, l'ensemble des demandes pécuniaires du Titulaire relatives à l'exécution du Marché, sous peine de perte de droits. En conséquence, aucune demande complémentaire ou rehaussement des montants figurant dans le projet de décompte final ne seront acceptés (effet cliquet du projet de décompte final) ;
- récapituler les réclamations formulées en cours d'exécution auxquels il n'a pas été fait droit en cours d'exécution, sous peine de les voir abandonnées (effet récapitulatif du projet de décompte final).

12.4. Décompte général définitif – Solde

S'agissant du décompte général définitif et du solde du Marché, il est fait application des stipulations de l'article 12.4 du CCAG-Travaux sous les compléments et dérogations prévues par les stipulations du présent article :

- les références à l'article 55 du CCAG-Travaux, contenues à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, doivent s'entendre comme renvoyant à l'article 55 du présent CCAP ;
- à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, il est dérogé, pour l'exécution du présent Marché, à la phrase commençant par « si, dans ce délai de dix jours » et se terminant par « à compter du lendemain de l'expiration de ce délai ».

12.5. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

S'agissant du règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques, il est fait application des

stipulations de l'article 12.5 du CCAG-Travaux.

12.6. Facturation électronique

S'agissant de la facturation électronique, il est fait application des stipulations de l'article 12.6 du CCAG-Travaux, tels que complété par les stipulations du présent article :

Avant la fin de chaque mois, le Titulaire remet sa demande de paiement mensuelle, sous la forme d'un projet de décompte, via la plateforme CHORUSPRO. Le Titulaire utilise également cette plateforme pour l'envoi, au Maître d'ouvrage, de son projet de décompte final.

L'utilisation de cette plateforme est obligatoire.

Pour l'utilisation de la plateforme CHORUSPRO, il n'y a pas de code service émetteur.

Le numéro de SIRET de l'établissement est le suivant : 775 369 572 00026

Le Titulaire doit avoir au préalable sur cette plateforme, paramétré l'espace « Factures de travaux », établi le cadre de facturation en format A4 et renseigné le numéro de SIRET de l'établissement.

Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du Marché depuis son début.

Le titulaire devra avoir au préalable présenté son projet de décompte mensuel sur la plateforme de type CHORUSPRO

Le Titulaire est tenu de se former à l'utilisation de cette plateforme.

Le coût de cette formation est à la charge du Titulaire et est réputé être intégré au prix du Marché.

13. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

S'agissant des modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives, il est fait application des stipulations de l'article 13 du CCAG-Travaux.

14. Augmentation du montant des travaux

S'agissant de l'augmentation du montant des travaux, il est fait application des stipulations de l'article 14 du CCAG-Travaux.

15. Diminution du montant des travaux

S'agissant de la diminution du montant des travaux, il est fait application des stipulations de l'article 15 du CCAG-Travaux.

16. Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage

S'agissant de changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage, il est fait application des stipulations de l'article 16 du CCAG-Travaux.

17. Pertes et avaries

S'agissant des pertes et avaries, il est fait application des stipulations de l'article 17 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article.

Compte-tenu de la date de conclusion du Marché, les Parties reconnaissent que l'épidémie de Covid-19, les mesures prises par les pouvoirs publics dans le cadre de cette épidémie ou qui seraient susceptibles d'être prises ainsi que le contexte induit par la guerre en Ukraine présentent un caractère prévisible. En conséquence, l'article 17.3 du CCAG-Travaux ne peut trouver à s'appliquer en raison du contexte épidémique ou des mesures mises en place ou qui seront mises en place pour y faire face, quelles que soient leur nature et leur importance ;

Chapitre III Délais (Articles 18 à 19)

18. Fixation et prolongation des délais

18.1. Délais d'exécution

S'agissant des délais d'exécution, il est fait application des stipulations de l'article 18.1 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article :

- le délai d'exécution des travaux, mentionné à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, correspond au délai mentionné dans le Calendrier d'Exécution établi lors de la période de préparation, en substitution au Planning Prévisionnel Global des Travaux-;
- le calendrier prévisionnel d'exécution mentionné à l'article 18.1.4 du CCAG-Travaux correspond au Planning Prévisionnel Global des Travaux.

18.2. Prolongation des délais d'exécution

S'agissant de la prolongation des délais d'exécution, il est fait application des stipulations de l'article 18.2 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article :

- pour l'application du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries prévisibles est fixé à 30 jours ouvrés ;
- en vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite
Vent	Vitesse instantanée ≥ 70 km/h pendant 4 heures successives entre 8h00 et 18h00 et préconisations du constructeur de grues mobiles ou fixes
Gel	-5°C à 8h00 du matin
Neige	Chute $\geq 5\text{cm}$ en une journée
Pluie	Cumul $\geq 10\text{mm}$ pendant 4h dans un créneau de 8h00 à 18h00

- aucune prolongation de délai pour cause d'intempérie, ne sera accordée pour des travaux situés à l'intérieur du bâtiment, dès lors que le clos et le couvert du bâtiment auront été réalisés.

- en conséquence, seules pourront donner à une prolongation pour cause d'intempérie, les tâches susceptibles d'être réellement affectées par les intempéries (dites tâches critiques). Sont considérées comme tâches critiques :
 - ☐ les terrassements à ciel ouvert ;
 - ☐ les travaux de VRD ;
 - ☐ les travaux de gros-œuvre en amont de l'obtention d'un hors d'eau hors d'air ;
 - ☐ les travaux d'étanchéité et de façades
- le Titulaire ne pourra solliciter aucune indemnisation, aucune revalorisation, aucune modification ou aucun supplément de prix du Marché pour couvrir les éventuelles conséquences liées à la survenance d'intempéries (retards, dommages aux ouvrages ...), sauf dans les conditions de l'article 18 du présent CCAP.
- pour se prévaloir de la prolongation du délai d'exécution susvisée, le Titulaire sera tenu de transmettre au Maître d'Ouvrage dans un délai de quinze (15) jours, les relevés de la station météorologique, au vu desquels sera apprécié le bien-fondé de sa demande.

19. Pénalités, primes et retenues

19.1. Généralités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application de pénalités, dans les conditions prévues par le présent article 19.

Les pénalités sont applicables de plein droit et peuvent être appliquées sans mise en demeure préalable.

Les différentes pénalités sont cumulables entre elles.

Le montant des pénalités établies peut venir en déduction des règlements à effectuer au titre de l'acompte suivant ou donner lieu à une action en justice, notamment en référé, permettant au Maître d'Ouvrage de disposer d'un titre exécutoire, notamment en cas d'insuffisance des sommes dues au Titulaire.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques conjoint, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du Maître d'Ouvrage à l'égard des autres membres du groupement.

19.2. Caractère non libératoire des pénalités

Les pénalités prévues par le présent CCAP ne présentent aucun caractère libératoire. En conséquence, le Titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

19.3 Caractère non exclusif des pénalités

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté pour le Maître d'Ouvrage d'engager la responsabilité du Titulaire pour des préjudices distincts de ceux dont la pénalité assure la réparation forfaitaire.

De même, le Maître d'Ouvrage peut, indépendamment de la notification ou de l'application des

pénalités, prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment résilier le Marché dans les conditions prévues à l'article 50 du présent CCAP et/ou faire réaliser tout ou partie du Marché aux frais et risques du Titulaire, dans les conditions prévues à l'article 52 du présent CCAP.

19.4. Pénalités et résiliation

En cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la date de prise d'effet de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation du Titulaire, si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 50.1 du présent CCAP.

19.5. Typologie et modalités de calcul des pénalités

19.5.1. Pénalité relative à la méconnaissance de l'obligation de représentation du Titulaire.

Comme indiqué à l'article 3.4.1 du présent CCAP, le Titulaire est tenu à la désignation d'un Interlocuteur dédié.

En cas d'absence de désignation ou de remplacement – à la suite, ou non, d'une récusation – de l'Interlocuteur dédié, une pénalité fixe de cent (100) Euros sera appliquée, à laquelle s'ajoute une pénalité complémentaire de deux cents (200) euros par jour entre la date à laquelle est constatée la défaillance du Titulaire à son obligation et la date à laquelle le Titulaire procède à la désignation ou au remplacement de l'Interlocuteur dédié.

19.5.2. Pénalité relative à la méconnaissance de l'obligation de maintien en place des ressources

Comme indiqué à l'article 3.4.2 du présent CCAP, le Titulaire est tenu à une obligation de maintien en place des profils des intervenants prévus dans son Mémoire technique pendant toute la durée d'exécution du Marché.

En cas de manquement avéré à cette obligation, des pénalités sont dues au Maître d'Ouvrage.

Ces pénalités sont calculées selon les modalités suivantes.

Au cas où, pendant l'exécution du Marché, le profil de l'un des intervenants ne serait pas comparable à celui prévu dans le Mémoire Technique du Titulaire, celui-ci se verra appliquer, en cas de manquement fautif à ses obligations, une pénalité fixe de mille (1 000) Euros par remplaçant non conforme, à laquelle s'ajoute une pénalité complémentaire de deux cents (200) euros par jour entre la date à laquelle est constatée la défaillance du Titulaire à son obligation et la date à laquelle le Titulaire procède à l'affectation d'un profil identique à celui prévu dans son Mémoire Technique.

Au cas où, pendant l'exécution du Marché, le Titulaire méconnaîtrait l'obligation qui lui incombe d'informer le Maître d'Ouvrage d'un changement d'intervenant, le Titulaire se verra appliquer une pénalité fixe de cinq mille euros (5 000) Euros. Si le nouvel intervenant ne correspond pas au profil mentionné par l'offre du Titulaire, il sera fait application de la pénalité complémentaire de deux cents (200) euros, prévue par l'alinéa précédent, décomptée entre le jour où le Maître d'Ouvrage s'est aperçu du manquement jusqu'au remplacement de l'intervenant dans des conditions satisfaisantes.

19.5.3. Pénalité relative à la méconnaissance de l'obligation de notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du Titulaire.

Comme indiqué à l'article 3.4.3 du présent CCAP, le Titulaire est tenu de procéder à la notification d'un certain nombre de modifications le concernant.

Dans le cas où le Titulaire s'abstiendrait de procéder à la notification requise dans le délai imparti, une pénalité fixe de mille (1 000) Euros sera appliquée, à laquelle s'ajoutera une pénalité complémentaire de deux cents (200) euros par jour entre la date à laquelle est constatée la défaillance du Titulaire à son obligation et la date à laquelle le Titulaire procède à la notification.

19.5.4. Pénalité pour retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard imputable au Titulaire :

- dans la remise des études d'exécution et documents à remettre pendant la phase de préparation ;
- dans la préparation du chantier,
- dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse du délai d'exécution des travaux, d'un délai d'exécution partielle (jalón figurant au calendrier) ou pour toute date limite fixée par le calendrier d'exécution

Il est appliqué une pénalité journalière fixée selon tableau ci-dessous :

Montants du lot au jour du retard	Montant de la pénalité
≤ 50 000€ ht	150€
50 000€ ht > x ≤ 350 000€ ht	300€
> 350 000€ ht	400€

Dans le cas où le retard porte uniquement sur un délai d'exécution partielle ou une date limite et qu'il n'a, au final, d'incidence ni sur le délai d'exécution des travaux, ni sur le planning des autres lots, le Maître d'Ouvrage aura alors la faculté, au stade de l'établissement du décompte prévu à l'article 12.4 du présent CCAP, de rembourser les pénalités appliquées. Ce remboursement constitue une simple faculté ; le Titulaire ne dispose d'aucun droit au remboursement, au motif que le délai d'exécution des travaux aurait été tenu.

Dans le cas où la réception serait refusée et qu'à l'issue du délai imparti au Titulaire, par l'article 41 du présent CCAP, pour remédier aux non-conformités faisant obstacle à la réception, celle-ci serait refusée une seconde fois, il sera appliqué une pénalité majorée, venant s'ajouter aux pénalités déjà encourues à la date du second refus de réception. La pénalité majorée est fixée à huit cent (800) euros par jour calendaire de retard, étant précisé que ce montant journalier doublera tous les deux (2) mois, jusqu'à la réception de l'ouvrage.

19.5.5. En cas de manquement aux obligations de propreté du chantier

Le Titulaire du Marché est tenu, par les pièces du Marché, à des obligations en termes d'entretien des voiries avoisinantes, de nettoyage des véhicules en partance du chantier, de nettoyage des installations de chantier après utilisation, de repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux.

En cas de non-respect de ses obligations (constaté par le Maître d'Ouvrage), le Titulaire encourt, en cas de réitération du manquement, les pénalités suivantes :

- une pénalité forfaitaire d'un montant de mille euros (1000 euros), en cas de non-respect de la Charte Chantier à faibles nuisances concernant la gestion de déchets et de non-respect de la Charte Chantier à faibles nuisances concernant les nuisances et pollutions ;
- à laquelle s'ajoute une pénalité en fonction du type de manquement :
 - Pour la présence de déchets dans une benne non-appropriée, une pénalité de deux cents euros (200 €) par manquement ;
 - En cas d'endommagement ou de salissures des voiries avoisinantes au chantier, une pénalité de 500 € par jour calendaire. Il est rappelé que, les pénalités ne présentant pas un caractère exclusif, son application ne dispense pas le Titulaire de la réparation et/ou du nettoyage des voiries correspondantes ;
 - En cas de dépôt de matériel, matériaux, divers déchets en dehors des zones prescrites, une pénalité de cent cinquante euros (150 €) par jour calendaire ;
 - en cas de défaut dans la réalisation du nettoyage ou de non évacuation des déchets,

une pénalité de trois cents euros (300 €) par jour calendaire ;

En outre, dans les conditions définies à l'article 52 du présent CCAP, le Maître d'Ouvrage pourra faire procéder par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, à la réalisation du nettoyage non réalisé ou réalisé dans des conditions ne satisfaisant pas aux obligations du Titulaire.

- En cas de non-respect des niveaux sonores maximaux autorisés, ainsi que les nuisances olfactives et visuelles, une pénalité de cent cinquante euros (150 €) par jour calendaire et par manquement ;

19.5.6. Autres pénalités applicables en cas de manquement aux obligations en phase d'exécution des travaux :

- en cas de non-respect des dispositions du PGCSPPS et demandes du CSPPS : deux cent euros (200 €) par manquement et par jour ;

19.5.7. Pénalités pour remise tardive de documents

En cas de retard dans la transmission de documents devant être remis par le Titulaire préalablement ou pendant l'exécution des travaux, le Titulaire encourt une pénalité, dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à deux cents (200) euros.

Lorsque le retard porte sur les documents fournis après exécution, dans les conditions précisées à l'article 40 du présent CCAP, le Maître d'Ouvrage met en œuvre une pénalité forfaitaire d'un montant de deux mille cinq cents (2 500,00) euros. La pénalité forfaitaire est appliquée après mise en demeure du Titulaire restée sans effet.

19.5.8. Absences aux rendez-vous de chantier et de coordination

Sauf en cas d'absence excusée (au moins 48h à l'avance) ou dûment justifiée (dans les 48 h) à une convocation ou à un rendez-vous de chantier (v. article 3.9 du présent CCAP), le Titulaire encourt une pénalité, dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à deux cent cinquante euros (200 €).

En cas de retard de plus de trente (30) minutes, la pénalité encourue est de cent euros (100 €).

19.5.9. Sanctions pour travail illégal

Dans le cas où la réalisation des travaux contreviendrait aux dispositions des articles L. 8221-1 et suivants du code du travail, il sera enjoint au Titulaire de faire cesser sans délai cette situation, conformément aux dispositions de l'article L. 8222-5 du code du travail.

Si le Titulaire ne se conforme pas immédiatement à cette injonction, il encourt une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à mille euros (1 000 €).

19.5.10. Pénalités en cas de non-respect des engagements relatifs à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, à la protection de l'environnement, sécurité, santé et à la clause environnementale générale.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de vérifier quand bon lui semble le respect des engagements du Titulaire du Marché relativement au respect de ses obligations en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail (article 6 du présent CCAP), en matière de protection de l'environnement, sécurité, santé (article 7 du présent CCAP) et en ce qui concerne la clause environnementale générale (article 20.2 du présent CCAP).

Ceux-ci devront être vérifiables à tout moment.

En cas de constat du non-respect des obligations susvisées, le Titulaire encourt une pénalité d'un montant correspondant à cinq-cents (500€) euros, pour chaque manquement constaté.

Le montant total de pénalité encouru, pour ce type de pénalité, est plafonné à trois (3) % du montant du Marché.

19.5.11. Pénalités en cas de non-respect des engagements relatifs à la clause d'insertion sociale

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de vérifier quand bon lui semble le respect des engagements du Titulaire du Marché relativement au respect de la clause d'insertion sociale (article 20.1 du présent CCAP).

Ceux-ci devront être vérifiables à tout moment. Ce contrôle comprend le respect des engagements pris par le Titulaire dans son Mémoire Technique et dans l'annexe à l'Acte d'Engagement intitulée « engagement sur la clause sociale ».

En cas de constat du non-respect des obligations susvisées, le Titulaire encourt une pénalité d'un montant égal au produit de trois fois le SMIC horaire net (en vigueur au moment de la pénalité) par nombre d'heures d'insertion non réalisées.

Le montant total de pénalité encouru, pour ce type de pénalité, est plafonné à trois (3) % du montant du Marché.

19.5.12. Pénalités pour perte ou dégradation des moyens d'accès aux locaux

Le site étant sous contrôle d'accès, les moyens nécessaires à l'accès (clés ou badges) seront confiés aux entreprises contre signature. Ces dernières auront la responsabilité de leurs restitutions en bon état. En cas de besoin le remplacement de ces biens sera à la charge pleine et entière du titulaire du lot.

19.5.13. Pénalités en cas de non-respect de toute autre obligation du présent CCAP et du Mémoire Technique du Titulaire

Pour toute obligation autre que celles mentionnées aux articles 19.5.1 à 19.5.7 de se conformer à l'une quelconque de ses autres obligations prévues par le présent CCAP ou par le Mémoire Technique du Titulaire dans le délai qu'elle détermine.

En cas de non-respect de cette mise en demeure, le Titulaire encourt une pénalité de deux cent (200) euros par jour ouvrés de retard.

19.5.14 Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant total HT de chaque lot.

Chapitre IV Réalisation des ouvrages (Articles 20 à 40)

20. Développement durable

20.1. Clause d'insertion sociale

Le Marché ne prévoit pas d'obligation, à la charge du Titulaire, de réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

20.2. Clause environnementale générale

S'agissant de la clause environnementale générale, il est fait application des stipulations de l'article 20.2 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par le présent article :

- il appartient au Titulaire de respecter scrupuleusement les engagements en matière environnementale qu'il a pris dans son dossier d'offre ;
- de manière inopinée, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de vérifier le respect des obligations prévues au présent article et, en cas de manquement, d'infliger des pénalités, dans les conditions et suivant les modalités définies à l'article 19 du présent CCAP.

21. Provenance des matériaux et produits

S'agissant de la provenance des matériaux et produits, il est fait application de l'article 21 du CCAG-Travaux.

22. Lieux d'extraction ou d'emprunt des matériaux

Le Marché ne fixe pas de lieux d'extraction ou d'emprunt des matériaux.

Le Maître d'Ouvrage ne met aucun lieu d'extraction ou d'emprunt à la disposition du Titulaire.

Il appartient donc au Titulaire de faire son affaire personnelle des éventuels lieux d'extraction et d'emprunt des matériaux nécessaires à la réalisation des travaux. De la même façon, il lui appartient d'obtenir, en tant que de besoin, les autorisations administratives nécessaires pour les extractions et emprunts de matériaux. Les indemnités d'occupation ou les redevances à la collectivité publique concernée éventuellement dues pour ces extractions ou emprunts sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire supporte dans tous les cas les charges d'exploitation des lieux d'extraction ou d'emprunt et, le cas échéant, les frais d'ouverture.

Il supporte également, sans recours contre le Maître d'Ouvrage, la charge des dommages entraînés par l'extraction des matériaux, par l'établissement des chemins de desserte et, d'une façon générale, par les travaux d'aménagement nécessaires à l'exploitation des lieux d'extraction ou d'emprunt.

Il garantit le Maître d'Ouvrage au cas où la réparation de tels dommages serait mise à la charge de celui-ci.

23. Qualité des matériaux et produits – Application des normes

S'agissant de la qualité des matériaux et produits et de l'application des normes, il est fait application des stipulations de l'article 23 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par le présent article :

- les prescriptions en matière de qualité des matériaux sont fixées par le CCTP de chacun des lots ;
- les normes applicables aux travaux sont déterminées par le CCTP de chacun des lots.

24. Vérification qualitative des matériaux et produits. – Essais et épreuves

S'agissant de la vérification qualitative des matériaux et produits et des essais et épreuves, il est fait application des stipulations de l'article 24 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par le présent article :

- les prescriptions en termes de certification des produits sont fixées par le CCTP de chacun des lots ;
- les échantillons et fiches techniques à remettre sont définis par le CCTP

- les prototypes à fournir sont définis par le CCTP de chacun des lots.

25. Vérification quantitative des matériaux et produits

S'agissant de la vérification quantitative des matériaux et produits, il est fait application des stipulations de l'article 25 du CCAG-Travaux.

26. Prise en charge, manutention et conservation par le Titulaire des matériaux et produits fournis par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du Marché

Le Marché ne prévoit pas la fourniture par le Maître d'Ouvrage de certains matériaux, produits ou composants de construction.

27. Plan d'implantation des ouvrages et piquetages

S'agissant du plan d'implantation des ouvrages et piquetages, il est fait application des stipulations de l'article 27 du CCAG-Travaux.

28. Préparation des travaux

28.1 Période de préparation

Une période de préparation – dont la durée est fixée par le Planning Prévisionnel Global des travaux – est prévue, au cours de laquelle le Titulaire devra procéder, dans les conditions et suivant les modalités prévues au CCTP à certaines dispositions préparatoires et à la remise de certains documents.

Cette période est incluse dans le délai d'exécution du Marché.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par Ordre de Service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au Titulaire ; l'Ordre de Service prolonge le délai d'exécution du Marché de la même durée.

28.2 Programme d'exécution – Calendrier d'exécution

Le programme d'exécution des travaux est déterminé par le Calendrier d'Exécution élaboré pendant la période de préparation, dans les conditions et suivant les modalités définies au CCTP. Toutes mentions de modification du calendrier d'exécution figurant dans les comptes rendus de chantier feront foi. Les titulaires ne sauraient s'y soustraire.

28.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les règles en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sont fixées par le PGC inclus au Dossier de Consultation des Entreprises.

28.4 Gestion de la qualité

S'agissant de la gestion de la qualité, il est fait application de l'article 28.4 du CCAG-Travaux.

28.5 Registre de chantier

Il n'est pas prévu pour ce marché la tenue d'un registre de chantier.

29. Etudes d'exécution

S'agissant des études d'exécution, il est fait application des stipulations de l'article 29 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par le présent article :

- La conduite de la mission de synthèse est assurée le cas échéant par le Preci ;
- Le Titulaire met en place et met en œuvre, à ses frais, les moyens propres nécessaires à la participation à la cellule de synthèse. Il assure la synthèse « interne » à son lot.

30. Modifications apportées aux stipulations contractuelles

S'agissant des modifications apportées aux stipulations contractuelles, il est fait application des stipulations de l'article 30 du CCAG-Travaux.

Il est précisé que le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications au présent Marché, dans les conditions définies par le code de la commande publique.

31. Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier

31.1 Installation de chantier

S'agissant des installations de chantier, il est fait application des stipulations de l'article 31.1 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article.

- les dépenses d'intérêt commun relatives aux installations de chantier sont réparties dans les conditions définies au CCTP.

31.2 Lieux de dépôt des déblais en excédent

S'agissant des lieux de dépôt des déblais en excédent, il est fait application des stipulations de l'article 31.2 du CCAG-Travaux.

31.3 Autorisations administratives

S'agissant des autorisations administratives, il est fait application des stipulations de l'article 31.3 du CCAG-Travaux.

31.4 Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre

S'agissant de la sécurité et de l'hygiène du chantier et des mesures d'ordre, il est fait application des stipulations de l'article 31.4 du CCAG-Travaux.

31.5 Lutte contre le travail dissimulé

S'agissant de la lutte contre le travail dissimulé, il est fait application des stipulations de l'article 31.5 du CCAG-Travaux.

31.6 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

S'agissant de la signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique, il est fait application des stipulations de l'article 31.6 du CCAG-Travaux.

31.7 Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

S'agissant du maintien des communications et de l'écoulement des eaux, il est fait application des stipulations de l'article 31.7 du CCAG-Travaux.

31.8 Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés

S'agissant des sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés, il est fait application des stipulations de l'article 31.8 du CCAG-Travaux.

31.9 Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

S'agissant des sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, il est fait application des stipulations de l'article 31.9 du CCAG-Travaux.

31.10 Démolition de constructions

S'agissant de la démolition de constructions, il est fait application des stipulations de l'article 31.10 du CCAG-Travaux. Aucune démolition n'est prévue pour ce chantier

31.11 Emploi des explosifs

S'agissant de l'emploi des explosifs, il est fait application des stipulations de l'article 31.11 du CCAG-Travaux.

31.12 Cas des travaux allotis

S'agissant des règles applicables en raison de l'allotissement des travaux, il est fait application des stipulations de l'article 31.12 du CCAG-Travaux.

32. Engins explosifs de guerre ou matériaux dangereux

S'agissant des engins explosifs de guerre ou matériaux dangereux, il est fait application des stipulations de l'article 32 du CCAG-Travaux.

33. Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier

S'agissant des matériaux, des objets et des vestiges trouvés sur le chantier, il est fait application des stipulations de l'article 33 du CCAG-Travaux.

34. Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34 du CCAG-Travaux, les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des engins exceptionnels est à la charge du titulaire du lot les ayant commises.

35. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

S'agissant des dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution, il est fait application des stipulations de l'article 35 du CCAG-Travaux.

36. Gestion des déchets de chantier

S'agissant de la gestion des déchets du chantier, il est fait application des stipulations de l'article 36 du CCAG-Travaux.

37. Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

S'agissant de l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi, il est fait application des stipulations de l'article 37 du CCAG-Travaux.

38. Essais et contrôle des ouvrages

Les règles applicables aux essais et aux contrôles des ouvrages sont fixées par l'article 38 du CCAG ainsi que par le CCTP de chacun des lots

39. Vices de construction

S'agissant de vices de construction, il est fait application des stipulations de l'article 39 du CCAG-Travaux.

40. Documents fournis après exécution

S'agissant de documents fournis après l'exécution, il est fait application des stipulations de l'article 40 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article :

- le défaut de remise desdits documents, dans les délais prévus par ces articles, entraîne l'application de la pénalité forfaitaire prévue par l'article 19.5.7 du présent CCAP.

Chapitre V Réception et garanties (Articles 41 à 44)

41. Réception

S'agissant de la réception, il est fait application des stipulations de l'article 41 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article :

- pour prendre la décision de la réceptionner, ou non, les travaux, dans les conditions et suivant les modalités décrites à l'article 41.3 du CCAG-Travaux, le Maître d'Ouvrage apprécie si l'ouvrage, objet des travaux, est conforme à sa destination.

En conséquence, les éventuelles non conformités constatées au stade des opérations préalables à la réception ne feront pas obstacle à la réception des travaux si, et à la condition que, par elles-mêmes – à raison de leur nature ou de leur nombre – ou par les travaux de reprise qu'elles impliquent, elles n'empêchent ni ne gênent l'utilisation normale de l'ouvrage, objet des travaux, conformément à sa destination.

Il est expressément convenu que les non-conformités se rapportant à la sécurité des utilisateurs de l'ouvrage, objet des travaux, rendent, par leur nature même, l'ouvrage impropre à sa destination.

- En cas de refus du Maître d'Ouvrage de réceptionner les travaux, le Titulaire devra :
 - s'il conteste la décision ainsi prise, mettre en œuvre la procédure de règlement des différends prévues par l'article 55 du présent CCAP à peine d'irrecevabilité, préalablement à toute demande de réception judiciaire ou, plus généralement, toute action juridictionnelle, en ce compris une procédure d'expertise ;

- o sans attendre l'issue de la procédure de règlement des différends et des éventuelles actions judiciaires introduites, remédier aux non conformités dans un délai maximum de deux (2) mois à compter de la notification du refus de réception.

Au cas où, à l'issue de ce délai et après que le Titulaire ait de nouveau mis en œuvre la procédure de l'article 41 du CCAG-Travaux, la réception serait une nouvelle fois refusée :

- le Titulaire s'expose à la pénalité majorée prévue à l'article 19.5.4 du présent CCAP, jusqu'à ce que l'Ouvrage soit réceptionné ;
- le Maître d'Ouvrage pourra résilier le Marché pour faute du Titulaire ;
- Le Maître d'Ouvrage pourra faire remédier aux non conformités aux frais et risques du Titulaire, sans mise en demeure préalable.

En cas de second refus de réception, et s'il entend contester cette décision, le Titulaire est alors dispensé de procéder à une nouvelle mise en œuvre de la procédure de règlement des différends de l'article 50.2 du présent CCAP.

Dans le cas où, à l'issue du délai de deux (2) mois, le Titulaire ne procède pas à une nouvelle mise en œuvre de la procédure de l'article 41 du CCAG-Travaux, la pénalité majorée susvisée sera alors automatiquement et immédiatement applicable ; le Maître d'Ouvrage pourra alors résilier le Marché pour faute du Titulaire et/ou faire remédier aux non conformités aux frais et risques du Titulaire, sans mise en demeure préalable.

42. Réceptions partielles

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-Travaux, il n'est pas prévu de réceptions partielles.

43. Mise à disposition de certains ouvrages ou Parties d'ouvrages

S'agissant des mises à dispositions de certains ouvrages ou de Parties d'ouvrage, il est fait application des stipulations de l'article 43 du CCAG-Travaux.

44. Garanties contractuelles

S'agissant des garanties contractuelles, il est fait application des stipulations de l'article 44 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article :

- une retenue de garantie, équivalente à cinq pour cent (5 %) du montant initial du Marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution, sera prélevée dans les conditions et suivant les modalités décrites à l'article R. 2191-34 du code de la commande publique ;
- la retenue de garantie est réduite à trois pour cent (3 %) lorsque le Titulaire est une petite ou moyenne entreprise (conformément à la définition inscrite au décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008)
- la retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves visées à l'article R. 2191-32 du code de la commande publique ;
- la retenue de garantie sera remboursée dans les conditions et suivant les modalités prévues à l'article R. 2191-35 du code de la commande publique
- dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au Titulaire ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, celui-ci est tenu de constituer une garantie à première demande dans les conditions prévues par les articles R. 2191-36 et suivants du code

de la commande.

- conformément à l'article R. 2191-36 du code de la commande publique, le Titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du Marché, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande. L'objet de cette garantie de substitution devra être identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Le Titulaire n'est pas autorisé à présenter une caution personnelle et solidaire en substitution de la retenue de garantie.

Chapitre VI Propriété intellectuelle (articles 45 à 48)

45. Définition des résultats

S'agissant de la définition des résultats, il est fait application des stipulations de l'article 45 du CCAG-Travaux.

46. Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

S'agissant du régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards, il est fait application des stipulations de l'article 46 du CCAG-Travaux.

47. Stipulations spécifiques aux connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

S'agissant du régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards, il est fait application des stipulations de l'article 47 du CCAG-Travaux.

48. Régime des résultats

S'agissant du régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards, il est fait application des stipulations de l'article 48 du CCAG-Travaux.

Chapitre VII Résiliation du Marché — Interruption des travaux (articles 49 à 54)

49. Principes généraux

Les principes généraux régissant la résiliation éventuelle du Marché sont fixés par l'article 49 du CCAG-Travaux.

50. Cas de résiliation du Marché

S'agissant des cas de résiliation du Marché, il est fait application des stipulations de l'article 50 du CCAG-Travaux, sous réserve des dérogations et compléments prévus par les stipulations du présent article :

- le cas de résiliation visé au a) de l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux est remplacé par le cas suivant : « a) le Titulaire contrevient à l'une de ses obligations contractuelles ou à une obligation légale ou réglementaire relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage » ;

- s'agissant des cas de résiliation visés aux e), f), et j) de l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux, la référence aux articles du CCAG-Travaux doit s'entendre comme se référant aux articles correspondants du présent CCAP ;
- le cas de résiliation visé au h) de l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux est remplacé par le cas suivant : « *h) le Titulaire contrevient aux obligations prévues par les articles 3.4.1, 3.4.2 et 3.4.3 du CCAP* » ;
- après le cas de résiliation visé au l) de l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux, il est ajouté les cas suivants :
 - « m) Le Titulaire contrevient à ses obligations en termes de gestion des déchets de chantier, telles qu'elles sont prévues par l'article 36 du CCAP » ;
 - « n) Le Marché a donné lieu à un second refus de réception, dans les conditions et suivant les modalités prévues à l'article 41 du CCAP » ;
 - « o) A l'issue du délai de deux mois prévu par l'article 41 du CCAP courant à compter du refus de réception, le Titulaire ne procède pas à une nouvelle mise en œuvre de la procédure de l'article 41 du CCAG-Travaux ».
 - « p) Le montant des pénalités atteint le plafond prévu par l'article 19.5.12 du présent CCAP ».

51. Opérations de liquidation

S'agissant des opérations de liquidation, il est fait application des stipulations de l'article 51 du CCAG-Travaux.

52. Mesures coercitives

S'agissant des mesures coercitives, il est fait application des stipulations de l'article 52 du CCAG-Travaux, sous réserve des précisions et compléments prévus par les stipulations du présent article :

- à l'article 52.5 du CCAG-Travaux, après la phrase se terminant par « ses représentants », il est ajouté la phrase suivante : « ce suivi peut être effectué sur place ou par prise de connaissance des pièces, sous réserve de ne pas perturber le bon fonctionnement du service et du respect du secret des affaires » ;
- A l'article 52.7 du CCAG-Travaux, après les mots « solidaire de chacun des membres », il est ajouté les mots suivants : « ou d'un groupement solidaire » ;
- Après l'article 52.7.3 du CCAG-Travaux, il est ajouté un article 52.7.4, ainsi formulé : « indépendamment des hypothèses visées aux articles 52.7.1 à 52.7.3, les membres du groupement peuvent, d'un commun accord, demander au Maître d'Ouvrage une modification du groupement, laquelle peut prendre la forme, soit du retrait d'un ou de plusieurs de ses membres, soit d'une nouvelle répartition des travaux entre eux, soit de la sous-traitance de travaux préalablement à la charge de l'un des cotraitants. Si cette demande est acceptée par le Maître d'Ouvrage, elle est alors actée par la conclusion d'un avenant. La modification du groupement ne peut donner lieu, ni à une réduction significative des capacités mentionnées dans le dossier de candidature du groupement, ni à l'adjonction d'un nouveau cotraitant ».

53. Ajournement et interruption des travaux

S'agissant de l'ajournement et de l'interruption des travaux, il est fait application des stipulations de l'article 53 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article :

- à l'article 53 du CCAG-Travaux, la référence aux articles du CCAG-Travaux doit s'entendre

comme se référant aux articles correspondants du présent CCAP ;

- compte-tenu de la date de conclusion du Marché, les Parties reconnaissent que l'épidémie de Covid-19, les mesures prises par les pouvoirs publics dans le cadre de cette épidémie ou qui seraient susceptibles d'être prises ainsi que le contexte induit par la guerre en Ukraine présentent un caractère prévisible. En conséquence, aucun ajournement des travaux ne pourra être sollicité par le Titulaire en raison du contexte épidémique ou des mesures mises en place ou qui seront mises en place pour y faire face, quelles que soient leur nature et leur importance.

54. Clause de réexamen

S'agissant de la clause de réexamen, il est fait application des stipulations de l'article 54 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article :

La clause de réexamen s'apprécie au regard des hypothèses, reconnues par la jurisprudence du Conseil d'Etat, dans lesquelles le titulaire peut solliciter une indemnité ou un supplément de prix. Elle n'a ni pour objet, ni pour effet de reconnaître l'existence d'un droit indemnitaire, au bénéfice du Titulaire, distinct et venant s'ajouter aux cas susvisés.

Du reste, compte-tenu de la date de conclusion du Marché, les Parties reconnaissent que l'épidémie de Covid-19, les mesures prises par les pouvoirs publics dans le cadre de cette épidémie ou qui seraient susceptibles d'être prises ainsi que le contexte induit par la guerre en Ukraine ne constituent pas des circonstances que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans leur nature ou dans leur ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché ;

Chapitre VIII Différends (Article 55)

55. Règlement des différends entre les Parties

S'agissant du règlement des différends entre les Parties, il est fait application des stipulations de l'article 55 du CCAG-Travaux, telles que précisées et complétées par les stipulations du présent article :

- la circonstance selon laquelle le Représentant du Maître d'Ouvrage ne se prévaudrait pas, dans les échanges avec le Titulaire, du non-respect des stipulations de l'article 55 du CCAG-Travaux ou du présent article 55 du CCAP ne saurait être interprétée comme valant renonciation de celui-ci à s'en prévaloir en cas de saisine ultérieure des juridictions ;
- la survenance d'un éventuel différend entre les Parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du Marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations ;
- l'auteur du mémoire en réclamation prévu par les articles 55 du CCAG-Travaux doit obligatoirement être l'Interlocuteur dédié ;
- les Parties peuvent, d'un commun accord, avoir recours à l'arbitrage, dans les conditions fixées par l'article 13 de l'arrêté du 31 janvier 2002 *portant règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale* (NOR : MESS0220469A). La saisine d'un tribunal arbitral suspend les délais de recours prévus par le présent CCAP ou par le CCAG-Travaux jusqu'à la notification de la décision du tribunal arbitral.

Chapitre IX Renvois, compléments, précisions et dérogations au CCAG-Travaux (Article 56)

56. Liste récapitulative des renvois, compléments et dérogations au CCAG-Travaux

56.1 Renvois au CCAG-Travaux

Les articles 3.2, 3.3, 3.9, 5, 7, 8.1.2, 8.1.3, 10.2, 10.4, 10.7, 10.8, 11, 12.1, 12.2, 12.5, 13, 14, 15, 16, 21, 25, 27, 28.4, 31.2, 31.3, 31.4, 31.5, 31.6, 31.7, 31.8, 31.9, 31.10, 31.11, 31.12, 32, 33, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 43, 45, 46, 47, 48, 49, 51 du présent CCAP font application des articles correspondants du CCAG-Travaux, sans y déroger, ni les compléter.

56.2 Compléments et précisions au CCAG-Travaux

Les articles 2, 3.1, 3.5, 3.6, 3.7, 3.10, 4.2, 6, 8.1.1, 8.2, 9.1, 9.3, 10.1, 10.3, 10.5, 10.6, 12.3, 12.6, 17, 18.1, 18.2, 20, 23, 24, 29, 30, 31.1, 40, 41, 44, 52, 53, 54, 55 du présent CCAP viennent compléter et/ou préciser les articles correspondants du CCAG-travaux, sans y déroger.

56.3 Dérogations au CCAG-Travaux

Les articles énumérés ci-dessus dérogent au CCAG-Travaux :

- l'article 1 du présent CCAP déroge à l'article 1 du CCAG-Travaux ;
- l'article 3.4 du présent CCAP déroge à l'article 3.4 du CCAG-Travaux ;
- l'article 3.8 du présent CCAP déroge à l'article 3.8 du CCAG-Travaux ;
- l'article 4.1 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux ;
- l'article 9.2 du présent CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG-Travaux ;
- l'article 9.4 du présent CCAP déroge à l'article 9.4 du CCAG-Travaux ;
- l'article 12.4 du présent CCAP déroge à l'article 12.4 du CCAG-Travaux ;
- l'article 19 du présent CCAP déroge à l'article 19 du CCAG-Travaux ;
- l'article 22 du présent CCAP déroge à l'article 22 du CCAG-Travaux ;
- l'article 26 du présent CCAP déroge à l'article 26 du CCAG-Travaux ;
- l'article 28.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG-Travaux ;
- l'article 28.2 du présent CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- l'article 28.3 du présent CCAP déroge à l'article 28.3 du CCAG-Travaux ;
- l'article 28.5 du présent CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG-Travaux ;
- l'article 34 du présent CCAP déroge à l'article 34 du CCAG-Travaux ;
- l'article 50 du présent CCAP déroge à l'article 50 du CCAG-Travaux.